

N°1169

du 12
OCTOBRE
2018



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Sur les principaux marchés de la capitale, selon les statistiques

Baisse consécutive des prix en septembre, tirés par Oranges locales et Salade verte locale

P.3 **Selon une projection officielle**

La dette publique tombera à 77,6% du PIB à fin 2018



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

P.3 En même temps que la prorogation d'un an de sa date de clôture

Une restructuration du projet PASMIN pour «mieux avancer»

P.6 Conséquence de l'avancée fulgurante de la téléphonie mobile

Les abonnés à la téléphonie fixe passent de 64.493 en 2013 à 36.111 en 2017

P.4 Afin de booster le corridor Lomé-Ouaga-Niamey

Le Port de Lomé met en avant le passage de Ponio, frontière Togo-Burkina

P.6 Sécurité et sûreté maritimes et protection de l'environnement marin, en 2017

82 pirogues immatriculées, 147 inspections effectuées sur des navires

Musique /Rappel

Le groupe Po'Boy ce soir sur la scène de l'IFT

Après avoir des tournées en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest, et des prestations avec Toots and the Maytals et Femi Kuti, le groupe franco-congolais PO'BOY sera en concert live ce soir à l'Institut Français du Togo. Une virée musicale explosive est vivement attendue de la part de ce groupe.

Po'Boy sonne comme un appel à la chaleur et à la fête : le groupe franco-congolais porté par Mathieu

Insa, c'est de la musique faite de blues et d'afro, dans une alliance funky et rythmée. Le son de Po'boy est très métissé, revendiquant fièrement tous ses emprunts. Mixez du Red hot Chili Pepper, des Doors et du Manu Chao à la chaleur de Fela Kuti, et vous obtenez un sandwich musical aussi épique que celui de Louisiane.

Ils seront accompagnés par le Togo All stars, la révélation highlife-afrobeat de l'année au Togo.



Arts plastiques

Marius Dansou, Cristelle Flagbo et Audace Aziakou, exposent à l'IFT

Dans le cadre du Mois de la Culture Béninoise à Lomé, les agences APIC & DEKart et leurs partenaires vous invitent à découvrir les œuvres d'artistes autant togolais que béninois qui puisent, chacun à sa manière, dans les traditions africaines qu'ils confrontent à la modernité.

De Marius Dansou qui porte son choix sur la représentation de la tresse africaine avec du fer à béton. à Cristelle Flagbo qui

dessine et peint avec une grande liberté en se frottant aux nouvelles cultures, en passant par Audace Aziakou (Dâh Photography) pour qui l'appareil photo est un moyen d'exposer les immenses potentialités de l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui, chacun des artistes exposés reste convaincu que la diversité culturelle est une chance pour le continent et que le dialogue des cultures reste une solution.



Nécrologie

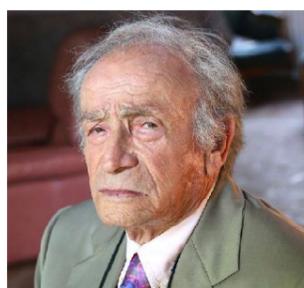
Venantino Venantini, l'acteur aux 150 films est décédé

L'acteur italien Venantino Venantini est mort à l'âge de 88 ans, rapporte l'agence ANSA. Actif des deux côtés des Alpes, Venantini avait aussi bien joué pour ses compatriotes Ettore Scola ou Lucio Fulci que pour des réalisateurs français comme Claude Lelouch, Edouard Molinaro, Jean Yanne ou George Lautner. Il était d'ailleurs l'un des

derniers survivants du casting des Tontons flingueurs, dans lequel il incarnait Pascal, l'homme de main du gangster Le Mexicain. On l'a également croisé au générique de nombreux films avec De Funès, du Corniaud à la Folie des grands en passant par le Grand Restaurant.

"Un grand du cinéma italien nous a quittés. Du cinéma d'auteur au ci-

néma d'exploitation, il est l'un des acteurs à la carrière la plus déjantée", a posté sur sa page Facebook l'éditeur de films de genre le Chat qui fume. Le dernier rôle de ce passionné de peinture aura été celui de Leonard de Vinci, le temps d'un épisode de la série l'Art du crime diffusée fin 2017 sur France 2.



Cirque

Messi : Entre foot et prestidigitation

Lionel Messi sur la piste aux étoiles : la trajectoire de la superstar du football sera le fil conducteur d'un nouveau spectacle de la compagnie québécoise du Cirque du Soleil en 2019, a annoncé mercredi le capitaine du FC Barcelone. "Je suis fier d'an-

noncer la création d'un nouveau spectacle du Cirque du Soleil en 2019 basé sur l'histoire de ma vie et la passion pour le football", a écrit l'attaquant argentin sur son compte Instagram, publiant une photo le montrant avec un t-shirt de la célèbre troupe canadienne.

La veille, Messi s'était déjà mis en scène dans une courte vidéo où, avec ce même t-shirt, il effectuait une série de jongles avec ce qui semblait être un nez rouge de clown. Sur son site internet, le Cirque du Soleil a confirmé son association avec le quintu-

ple Ballon d'Or. "Le spectacle sera inspiré par le talent et les exploits incroyables de la légende du football, qui incarne l'esprit unique et les valeurs de son sport", a écrit la compagnie québécoise.

Francophonie

Michaëlle Jean éliminée de la course

Le suspense n'a pas beaucoup duré à Erevan, la capitale de l'Arménie qui accueille le Sommet de la Francophonie. Soutenue par le Canada et le Québec, la Secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean, a été poussée vers la sortie lors des négociations. Plusieurs pays francophones d'Afrique ayant

donné leur accord pour voter pour la candidate du Rwanda, soutenue par Paris, le Canada s'est vu contraint de retirer son soutien à son poulain.

La Désormais c'est Louise Mushikiwabo, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, qui va succéder à la Canadienne

d'origine haïtienne. D'après plusieurs sources haut placées au sein des délégations présentes, une demi-douzaine de dirigeants (parmi lesquels Faure Gnassingbé, Idriss Déby Itno et Denis Sassou Nguesso) se sont accordés pour proposer à Ottawa de reti-

rer la candidature de Michaëlle Jean avant le sommet d'Erevan, en octobre, où aura lieu le vote. En échange, les Africains pourraient soutenir une candidature canadienne à un poste de membre non-permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, en 2020.

AZIMUTS INFOS

Google : Une IA aux commandes du refroidissement de ses datacenters

Après deux ans d'expérience fructueuse, Google va confier à DeepMind, la gestion et l'optimisation de la consommation d'énergie de ses immenses datacenters. Une initiative qui va se traduire par des millions de dollars d'économie en facture d'électricité mais aussi par une réduction de son impact sur l'environnement.

Moteur de recherche, YouTube, Gmail, Android, Google Drive... La galaxie Google exige des serveurs de plus en plus nombreux, de plus en plus performants et de plus en plus gros, et forcément de plus en plus consommateurs d'énergie. Pour limiter la facture d'électricité et limiter son impact sur la planète, les ingénieurs de Mountain View ont fait appel en 2016 à DeepMind, un système d'intelligence artificielle dont l'algorithme permet au mieux d'ajuster les systèmes de refroidissement des datacenters, comme les ventilateurs à l'intérieur des serveurs mais aussi la ventilation à l'intérieur de la salle. Résultat : 40% d'économie d'énergie!

Aujourd'hui, Google révèle sur son blog que ce système va désormais fonctionner de manière autonome. Jusque-là, DeepMind se contentait d'optimiser au mieux l'utilisation et la consommation des serveurs et de proposer des recommandations aux responsables des centres. Désormais, et puisque l'expérience a été concluante pendant deux ans, c'est l'intelligence artificielle, seule, qui va gérer le refroidissement de plusieurs de ses datacenters.

Une première dans le domaine industriel

"À notre connaissance, c'est la première fois qu'un système de contrôle industriel autonome sera déployé à cette échelle", déclare Mustafa Suleyman, responsable de l'IA appliquée chez DeepMind, la filiale de Google.

Bien évidemment, l'Homme n'est pas très loin puisqu'il pourra toujours contrôler les optimisations effectuées par l'intelligence artificielle, et éventuellement les annuler. Un responsable de datacenter peut ainsi observer le système en action, voir quel est le niveau de confiance de l'algorithme sur les changements qu'il souhaite apporter et intervenir s'il lui semble que l'optimisation est risquée.

Mais de manière générale, les responsables sont bluffés par les optimisations apportées et surtout l'efficacité des ajustements effectués par l'intelligence artificielle. "C'était étonnant de voir l'IA apprendre à tirer profit des conditions hivernales et à produire de l'eau plus froide que la normale, ce qui réduit l'énergie nécessaire pour le refroidissement à l'intérieur du centre. Les règles ne s'améliorent pas, mais l'IA oui", conclut Dan Fuenfing, l'un des ingénieurs ayant travaillé le plus avec DeepMind.

Cancer : les éléphants préservés grâce à un gène zombie

Des gènes non fonctionnels, il en existe beaucoup. Mais il en est un particulièrement intéressant que l'éléphant a su ramener à la vie. Selon des chercheurs américains, c'est ce gène zombie qui le protège contre les cancers.

À chaque division, les cellules risquent la mutation. Et ce sont de ces dommages causés à l'ADN que naissent les cancers. Alors, comment expliquer que des animaux tels que les éléphants qui possèdent 100 fois plus de cellules que les Hommes soient aussi peu touchés par la maladie?? Des chercheurs de l'université de Chicago ont peut-être trouvé la réponse dans l'expression d'un gène zombie. Ils ont d'abord compris que les cellules des éléphants, lorsqu'elles sont endommagées, ont tendance à mourir très rapidement. D'où un risque très faible de développer un cancer. Et c'est ensuite en comparant ce qu'il se passe chez l'éléphant et chez ses proches cousins que le mécanisme sous-jacent s'est dévoilé.

Un gène qui déclenche l'apoptose

Les éléphants en effet semblent avoir trouvé le moyen - grâce à l'action du gène p53 dont ils possèdent plusieurs copies - de réactiver l'une des copies non fonctionnelles du gène leukemia inhibitory factor (LIF) incluse dans leur génome, le gène LIF6. Ce gène code pour une protéine qui s'attaque aux mitochondries des cellules endommagées et enclenche ainsi le processus menant à l'apoptose -comprenez la mort - de ces cellules, et ce avant même qu'elles ne deviennent cancéreuses.

Les chercheurs ont pu observer le même effet protecteur chez des souris - qui ne possèdent naturellement pas de copie fonctionnelle du gène LIF6 - chez lesquelles ils avaient surexprimé le gène en question. Une piste intéressante, peut-être, pour le développement de nouveaux traitements contre le cancer chez l'Homme.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme

Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Selon une projection officielle

La dette publique tombera à 77,6% du PIB à fin 2018

Late Pater

C'est un cycle auquel n'échappe par le Togo. Dans les années 2010, après la vague des endettements, l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) et l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) ont permis une réduction significative de la dette extérieure du Togo. Objectif : permettre au pays de maintenir un seuil de viabilité de sa dette sur le moyen et long termes. Aussi, pour assurer la

viabilité post PPTTE de la dette publique, est-il nécessaire d'élaborer une stratégie d'endettement pour guider les décisions d'emprunt des autorités togolaises de manière à aligner les besoins de financement sur la capacité de remboursement actuelle et future, tout en assurant le service de la dette. Entre-temps, la politique volontaire d'investissements dans les infrastructures a entraîné un pesant endettement public notamment via le mécanisme des préfinancements. Avec la conclusion du programme

avec le FMI, il a été convenu de mettre un terme aux préfinancements. Dès 2017, les préfinancements ont été remboursés par l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Selon la nouvelle stratégie à moyen terme, jointe au projet de loi de finances 2019, la dette publique du Togo est projetée à fin décembre 2018 à **2 276,6 milliards de francs Cfa, soit 77,6% du PIB**. Elle se compose de 74,1% de dette

libellée en monnaie nationale (francs Cfa) et de 25,9% de dette libellée en monnaie étrangère.

Dette extérieure : l'encours de la dette extérieure, composé de prêts libellés en devise étrangère, est projeté à 588,6 milliards de francs Cfa à fin décembre 2018 (20,1% du PIB). En décomposant l'encours de cette dette extérieure, on obtient des créanciers commerciaux à hauteur de 51,7%, des créanciers multilatéraux à 43,7% et des créanciers bilatéraux à 4,6%. Le Comité national de la dette publique renseigne, en outre, que la dette publique est moins exposée au risque de taux de change dans la mesure où l'encours est composé de 74,1% de dettes libellées en francs Cfa et de 0,9% en euro, soit 75,0% de devises non fluctuantes. Tout de même, le portefeuille de la dette extérieure est influencé par les fluctuations de certaines devises comme le dollar US (48,9%), le yuan renminbi (CNY 24,9%), les droits de tirages spéciaux (DTS 18,0%). Ceci signifie qu'une appréciation du dollar par rapport à l'euro aurait un impact faible sur le budget de l'Etat. Toutefois, la dépréciation pourrait se traduire par une hausse du ratio dette publique/PIB.

Dette intérieure : l'encours de la dette intérieure, composé de prêts libellés en monnaie nationale, est projeté à 1 688,0 milliards de francs Cfa à fin décembre 2018 (57,5% du PIB). Par instrument, la décomposition de l'encours de la dette intérieure donne : emprunts obligataires 65,0% ; arriérés 13,4% ; BOAD, Congo, all DTS 13,3% ; bons du Trésor 8,3%. Les indicateurs de coûts et risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique y compris les arriérés projeté à fin décembre 2018. L'apurement des arriérés se ferait sur une période de 11 ans. Le profil d'amortissement de la dette montre clairement que le portefeuille est exposé à un risque de refinancement compte



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. On note une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des cinq prochaines années qui risque de générer des pressions de refinancement.

Le coût du portefeuille de la dette existante est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,6% pour l'ensemble du portefeuille. Ce coût relativement élevé s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dominée par les titres publics qui coûtent en moyenne 6,0%, soit au moins trois fois plus cher que la dette extérieure (1,9%). La réduction de ce coût dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser à moyen terme la dette concessionnelle. La charge d'intérêt représente 3,2% du PIB. Elle est de 2,9% du PIB pour la dette intérieure contre 0,4% du PIB pour la dette extérieure.

Quant au risque de refinancement, il est mesuré à travers trois indicateurs : la maturité moyenne du portefeuille ; la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB ; et la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale. La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 5,0 ans. Cet indicateur est influencé par la dette extérieure ayant pour maturité moyenne 8,6 ans tandis que celle de la dette intérieure est de 3,8 ans. L'encours de la dette arrivant à maturité dans un

an représente 11,7% du PIB à fin 2019. Afin 2018, près de 18,3% de la dette intérieure, principalement les titres publics, doit être remboursée en 2019. Le profil de maturité indique également une forte concentration des échéances au cours des cinq prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement. Le risque de taux d'intérêt, lui, est aussi mesuré à l'aide de trois indicateurs : la durée moyenne jusqu'à révision du taux ; la dette à réviser dans un an ; et la dette à taux fixe. La durée moyenne de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 5,0 ans. Cet indicateur est influencé par la dette extérieure ayant pour maturité moyenne 8,6 ans tandis que celle de la dette intérieure est de 3,8 ans. La dette qui arrive à échéance en 2019 devrait toutefois être refinancée à de nouveaux taux, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. Toutefois, l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts est limitée, car tout le portefeuille est à taux fixe.

Courant 2017, un communiqué de presse du Fonds monétaire international avait prédit un taux d'endettement du Togo à 73% en 2019 contre la norme de l'UEMOA pour la dette publique totale plafonnée à 70%. Les autorités togolaises avaient pris l'engagement, à la veille du nouvel accord conclu avec le Fonds, de ramener le taux d'endettement à 52,8% en 2021.

En même temps que la prorogation d'un an de sa date de clôture

Une restructuration du projet PASMIN pour «mieux avancer»

Laté Pater

Le Comité de pilotage du Projet d'appui aux services de santé maternelle et infantile et de nutrition (PASMIN) vient de tenir sa première réunion de l'année 2018. Sous la présidence du directeur de cabinet du ministère de la Santé et de la protection sociale, Mme Akakpo Midamégbé. Il était question de faire l'état des lieux de la mise en œuvre dudit projet «*afin de mieux avancer*», rapporte le service de communication du ministère. Les diverses présentations ont donc porté, entre autres, sur la restructuration du projet, les difficultés de mise en œuvre et les recommandations. Déjà, en mars 2017, à l'occasion de la revue externe à mi-parcours, la Banque mondiale – qui l'a financé pour environ 7 milliards de francs Cfa – a procédé à la restructuration du projet pour le compte du second trimestre 2018. Les principaux changements apportés portent sur la date de clôture du projet, le nombre de composantes, le cadre de résultats et les coûts afférents aux diverses composantes. Ainsi, la date de clôture du projet est désormais fixée au 31 octobre 2019 au lieu du 31 octobre 2018 ; le nombre de composantes passe de 2 à 3.

Le plan de travail annuel, issu de cette restructuration par la Banque mondiale, est validé par le Comité de pilotage. A ce jour, 198 activités ont été réalisées sur 216 prévues, soit un taux de réalisation de 91,66%. Sur 64 marchés prévus, 51 marchés ont été approuvés et 12 marchés sont en cours de passation. Le taux de décaissement global est de 84,10% avec un effort de décaissement de 12,27% au titre de 2018.

En termes de difficultés rencontrées, l'état des lieux relève la sous-notification des données issues des interventions, le retard dans la transmission des données issues de la mise en œuvre des interventions par les entités techniques de mise en œuvre, la non-transmission des données de visites à domicile pour les actions de nutrition du jeune enfant par les unités de soins périphériques, la non-prise en compte des femmes enceintes ayant reçu 90 comprimés de fer averse folique à une consultation prénatale autre

que la première consultation prénatale, le retard dans l'enlèvement des stocks d'intrants médicamenteux par certains districts, et la non-prise en compte des enfants vus en consultation externe dans les données de contrôle de promotion de la croissance, etc. Aussi a-t-il été recom-



mandé, entre autres, de respecter les directives relatives à la distribution du fer averse folique et des moustiquaires imprégnées de longue durée d'action (MILDA) aux femmes enceintes dans les formations sanitaires, de collecter systématiquement auprès de chaque unité de soins périphérique les données de visite à domicile pour les actions de nutrition du jeune enfant dans les zones du paquet complet, de demander aux entités de mise en œuvre de fournir à temps les données issues des interventions et d'étudier la possibilité de mise à échelle d'une version du DHIS 2 (un logiciel de traitement des statistiques sanitaires) permettant la saisie hors-ligne. Et ce, afin d'accélérer la mise en œuvre du projet et optimiser les résultats attendus.

Le Comité de pilotage a enfin demandé aux diverses structures de mise en œuvre de procéder à la délégation de service pour permettre une mise en œuvre plus rapide des activités. Par ailleurs, suite à la décision de l'Unité de gestion des programmes du Fonds mondial de ne prendre en compte que 6.000 agents de santé communautaire au Togo, seuls 1.583 agents de santé communautaire seront retenus dans les districts du paquet complet. Cette information a été portée au Comité de pilotage par la Division de la santé communautaire et des personnes âgées. Quant à l'atelier d'élaboration du plan de travail annuel 2019, il se tient en novembre 2018.

En rappel, le Projet d'appui aux

services de santé maternelle et infantile et de nutrition a démarré le 1^{er} juin 2014. Il contribue à lutter contre le paludisme, à réduire la carence en fer chez les femmes enceintes, à réduire la malnutrition chronique et aiguë, et à améliorer la capacité du gouvernement togolais à mettre en

œuvre ses programmes de santé. Initialement, sur quatre ans, le projet devrait permettre d'éviter 17 000 décès pendant que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans se situait à 123 décès pour 1 000. Les interventions contre le paludisme, dans le cadre du projet, sont déployées dans l'ensemble du pays ; celles qui concernent les services de nutrition concentrées, en revanche, dans les régions des Plateaux et Centrale en raison de leurs forts taux de malnutrition chronique et de l'existence d'interventions similaires déjà mises en place dans les régions des Savanes et de la Kara. Fin décembre 2017, le ministère étalait certaines réalisations du PASMIN : acquisition de 80.700 sachets de farine enrichie pour les enfants de 6 à 23 mois ; fourniture de 2.310 boîtes à images pour nutrition ; acquisition de 998.387 doses de 3 comprimés de Sulfadoxine Pyriméthamine pour les femmes enceintes ; acquisition de 21.451.308 comprimés de fer acide folique pour les femmes enceintes ; Acquisition de 345.096 unités de MILDA pour les femmes enceintes et les enfants ; actualisation du plan de gestion des déchets biomédicaux pour 2017-2022, etc. Sans oublier les séries de formation et de renforcement des capacités.

Avec le PASMIN, il s'agit de la toute première intervention de la Banque mondiale dans le domaine de la santé depuis son réengagement avec le Togo en 2008.

Avec le PASMIN, il s'agit de la toute première intervention de la Banque mondiale dans le domaine de la santé depuis son réengagement avec le Togo en 2008.

Journées Portes Ouvertes de la BRVM à Lomé Inciter les entreprises du Togo à faire le choix de la bourse

Le road show initié depuis le début de l'année de l'institution boursière basée à Abidjan dans les pays de l'Uemoa fera un arrêt à Lomé la semaine prochaine, les 18 au 19 octobre, pour s'ouvrir davantage aux entreprises installées sur place.

Eric J.

Pour la bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), cette initiative rentre dans le cadre de son programme de promotion de ses activités auprès des opérateurs économiques afin de dynamiser le marché financier de la sous-région ouest africaine, par un accroissement du nombre des entreprises qui seront cotées sur la place boursière d'Abidjan. Pour le moment, seules 45 entreprises sont cotées à la BRVM avec une capitalisation de 12,5 milliards de dollars ; aucune du Togo n'en fait partie (hormis Ecobank, considérée comme une entreprise togolaise), au grand dé-



Bertrand Bodet, Responsable de l'antenne nationale de la BRVM.

sarroi de Bertrand Bodet, responsable de l'antenne nationale de la BRVM.

A Lomé, ces Journées portes ouvertes (JPO) permettront donc à

la BRVM d'exposer aux entreprises togolaises, les avantages qu'elles ont à être cotées en bourse et les opportunités qu'elles de-

(suite à la page 7)

Sur les principaux marchés de la capitale, selon les statistiques

Baisse consécutive des prix en septembre, tirés par Oranges locales et Salade verte locale

Jean AFOALBI

D'après les derniers chiffres officiels de l'Institut national de la Statistique et des études économiques et démographiques (Inseed), le niveau général des prix à la consommation a connu, en septembre 2018, une baisse de 0,4% consécutive à celle de 1,0% observée le mois précédent. Cette baisse est essentiellement due au recul des prix de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-2,4%), suivie de la fonction de consommation «Communication» (-0,6%) et dans une moindre mesure aux fonctions de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (-0,1%), «Loisirs et culture» (-0,4%) et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (-0,1%). A l'opposé, les prix de la fonction de consommation «Transports» (+2,0%) suivie des fonctions de consommation «Articles d'habillement et chaussures» (+1,0%), «Biens et services divers» (+0,4%), «Santé» (+0,5%), «Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants» (+0,5%) ont enregistré une hausse.

Pour la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», sa baisse est soutenue par les postes suivants : «Tubercules et plantain» (-19,8%); «Autres fruits frais» (-16,8%); «Poissons frais» (-10,5%); «Poissons et autres produits séchés ou fumés» (-1,5%); «Céréales non transformées» (-



1,4%); «Légumes frais en feuilles» (-9,6%); «Agrumes» (-19,8%); «Autres produits à base de tubercules et de plantain» (-5,4%); «Légumes secs et oléagineux» (-2,1%); «Sucre» (-4,8%); «Boissons non alcoolisées artisanales» (-10,7%); «Autres matières grasses» (-9,3%) et «Pains» (-1,1%).

La baisse observée au niveau de la fonction de consommation «Communication» est marquée principalement par celle du poste «Communication téléphonique» (-0,7%). S'agissant de la fonction de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles», sa baisse est portée par le poste «Combustibles solides et autres» (-2,6%).

Quant aux fonctions de consommation «Loisirs et culture» et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer», elles sont respectivement influencées par les postes «Appareils de réception, enregistrement et reproduction Médicaments traditionnels» (-1,7%) et «Articles de ménage non durables» (-0,3%). Par ailleurs, pointe l'Institut national de la Statistique,

la hausse des prix des postes «Carburants et lubrifiants» (+6,9%); «Transport routier de passagers» (+0,4%); de la fonction de consommation «Transport» a contribué fortement à amortir la baisse du niveau général. Tout en rappelant que le 28 août dernier, le gouvernement a procédé au réajustement à la hausse des prix du carburant à la pompe.

Les produits en baisse de prix

Parmi les produits qui ont enregistré une baisse, l'Inseed cite : «Igname» (-20,8%); «Oranges locales» (-25,7%); «Akpala moumou (Chinchard frais)» (-6,6%); «Riz importé longs grains vendu au petit bol» (-3,5%); «Akpala (Chinchard) fumé» (-1,9%); «Charbon de bois» (-2,9%); «Doèvi (Anchois) fumé» (-3,6%); «Salade verte locale (Laitue)» (-27,2%); «Banane plantain mûre» (-23,4%); «Maïs séché en grains crus vendu au grand bol» (-1,1%); «Gboman» (-15,5%); «Bananes douces» (-9,0%); «Adémè» (-5,8%); «Gari (Farine de manioc)» (-8,1%); «Agbéli (Manioc frais)» (-15,2%);

«Lanhoinhoi (Poisson salé fermenté)» (-5,8%); «Sucre raffiné en poudre» (-7,5%); «Tomates rondes (Pomme)» (-2,6%); «Pain en baguette» (-5,9%); «Tapioca petit grain» (-6,4%); «Haricots rouges secs» (-6,0%); «Chips» (-22,4%); «Riz local longs grains vendu au petit bol» (-8,5%); «Aglinvi moumou (Crabes frais)» (-7,3%); «Décou (Noix de palme)» (-10,8%); «Doèvi (Anchois) séché» (-12,9%); «Appel Heure creuse Togocel» (-4,7%); «Doèvi frit» (-12,8%); «Jus de citron» (-9,0%); «Liha sucré» (-27,1%); «Appel Heure normale Togocel» (-4,9%); «Sésame» (-5,2%); «Frais de scolarité BTS, école supérieure privée» (-7,3%); «Appel Operateur 1» (-6,5%); «Pomme fruit» (-8,8%); «Poste téléviseur en couleurs (Samsung, Philips)» (-3,6%); «Arachide décortiquée crue» (-2,8%); «Ananas frais» (-9,4%); «Sel de cuisine gros cristaux» (-4,9%); «Appel Zone 3 (Togocel vers France)» (-5,9%); «Citrons» (-7,6%); «Agbélina (Manioc râpé)» (-2,3%); «Appel Operateur 2» (-5,7%); «Sucre raffiné en morceaux» (-2,5%); «Gingembre frais» (-11,7%); «Balai traditionnel à tige» (-4,6%); «Pommes de terre» (-4,8%); «Jus de bissape» (-5,5%); «Gboyébessé (Piment vert)» (-2,8%); «Carpe frite à l'huile rouge» (-2,9%); «Tchitchinga -Viande de bœuf grillée» (-10,8%); «Ablo» (-3,9%); «Pintade locale vivante» (-5,2%); «Bazin ordinaire» (-1,7%); «Appel Zone 1 (Togocel vers Bénin)» (-6,1%); «Carottes» (-3,0%) et «Croissant sans beurre» (-6,3%).

Les produits en hausse de prix

Quant aux produits ayant enregistré une hausse, on a : «Oignon frais rond» (+26,8%); «Essence 'SUPER' dans les stations-services administrés» (+8,7%); «Gombos frais» (+18,9%); «Gas-oil ordinaire dans les stations-services administrés» (+8,7%); «Mélange 2 temps» (+6,8%); «Tissu polyester» (+4,9%); «Course en taxi ville» (+3,8%); «Cure dents» (+16,8%); «Tissu synthétique kaki importé» (+4,9%); «Pétrole lampant à la pompe» (+8,6%); «Saloumon fumé» (+3,3%); «Cossette de manioc» (+11,9%); «Adiadoè (Sardinelles fumées)» (+1,7%); «Poulet congelé importé» (+4,2%); «Riz importé brisé vendu au petit bol» (+1,0%); «Herbe Zangara pour paludisme» (+7,6%); «Piment rouge frais» (+2,1%); «Viande de bœuf avec os au kg» (+1,5%); «Bolou moumou (Crevettes fraîches)» (+19,8%); «Lait concentré non sucré en boîte (PEAK)» (+3,6%); «Essence super de rue» (+3,4%); «Frais annuel de scolarité dans une école primaire privée» (+1,6%); «Consommation de su-

crie dans un bar (Fanta, Coca-Cola)» (+2,3%); «Tchoukoutou local artisanal» (+7,4%); «Lait concentré sucré en boîte, importé (Bonnet bleu)» (+1,7%); «Essence mélange de rue» (+3,1%); «Coq vivant local» (+4,6%); «Eau gazeuse aux fruits (Cocktail de fruit)» (+3,8%); «Pain artisanal salé» (+4,3%); «Œuf frais de poule de race» (+2,1%); «Zomi (Huile de palme traditionnelle)» (+0,8%); «Bière locale ordinaire» (+1,6%); «Chemise en tissu pour dame» (+3,8%); «Fer à béton» (+2,4%); «Betterave» (+13,7%); «Haricots blancs secs» (+0,7%); «Confection tenue scolaire fille» (+4,9%); «Cola fraîche» (+17,9%); «Pain sucré artisanal sucré» (+1,7%); «Noix de Coco sec» (+7,1%); «Médicament contre les hémorroïdes» (+3,9%); «Sardine à l'huile végétale» (+1,5%); «Chemise adulte de soirée» (+1,2%); «Confection d'une chemise homme» (+3,1%); «Cacao avec du lait en poudre (MILO)» (+2,4%); «Bois de chauffe» (+9,2%); «Mawoè (Maïs en pâte)» (+1,7%); «Piment rouge sec en poudre» (+12,0%); «Yaourt nature ordinaire» (+2,6%); «Feuille de haricot» (+23,2%); «Viande de bœuf sans os au kg» (+0,5%); «Huile d'Olive» (+2,0%) et «Eau gazeuse industrielle locale aux extraits de coca (Coca Cola)» (+1,8%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,5%, l'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice "hors énergie, hors produits frais") a connu une hausse de 0,1%. Le niveau des prix des produits frais a enregistré une baisse de 3,1%. Au regard de la provenance, les chiffres statistiques notent une baisse de 1,0% des prix des produits locaux. Du point de vue de la classification sectorielle, cette baisse est principalement due au recul des prix des produits du secteur primaire (-4,4%). Pour ce qui est de la durabilité, la baisse provient des produits non durables (-0,8%).

En évolution trimestrielle

Le niveau des prix du mois de septembre 2018, comparé à celui du mois de juin 2018 (évolution trimestrielle) a connu une baisse de 0,9% essentiellement sous l'effet de la régression des prix des produits de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-4,5%) et dans une moindre mesure aux fonctions de consommation «Loisirs et culture» (-1,8%); «Communication» (-0,4%) et «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (-0,3%). A l'opposé, les fonctions de consommation «Transports» (+2,3%); «Articles d'habillement et chaussures» (+1,3%) et «Santé» (+1,9%) ont connu une



progression.

En ce qui concerne les nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, cette baisse est mise à l'actif des prix des produits frais (-6,6%). Les prix des produits de l'énergie ont quant à eux augmenté de 2,5%. Au regard de la provenance, cette évolution trimestrielle s'explique essentiellement par la baisse des prix des produits locaux (-2,2%). Les prix des produits importés ont augmenté de 1,3%. Quant à la durabilité, ce sont les prix des produits non durables (-2,2%) qui ont influencé la baisse du niveau général. Pour ce qui est des secteurs de production, la régression du niveau général découle essentiellement de la baisse des prix des produits du secteur primaire (-9,8%).

En glissement annuel

Par rapport à septembre 2017 (glissement annuel), le niveau général des prix a connu une progression de 0,9% due principalement aux fonctions de consommation «Restaurants et hôtels» (+2,1%); «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+1,0%); «Transports» (+1,6%) suivies des fonctions de consommation; «Santé» (+3,0%); «Biens et services divers» (+0,9%), «Enseignement» (+1,1%); «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+0,5%); «Loisirs et culture» (+0,6%) et «Tabac et stupéfiants» (+0,7%).

En ce qui concerne les nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, les prix des produits hors énergie et hors frais (+0,9%) et ceux des produits frais (+0,8%) ont connu une hausse. Au regard de la provenance, cette évolution annuelle s'explique par la hausse des prix des produits locaux (+0,9%) et importés (+0,7%). Quant à la durabilité, ce sont les prix des produits non durables (+1,0%); des services (+0,9%) qui ont influencé la hausse du niveau général. Pour ce qui est des secteurs de production, la progression du niveau général découle de l'augmentation des prix des produits des secteurs secondaire (+1,1%) et tertiaire (+0,9%).

Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois, s'est établi à 0,1% contre 0,2% en août 2018. En décembre 2016, ce taux d'inflation était de 0,3% dans la zone UEMOA.

Afin de booster le corridor Lomé-Ouaga-Niamey Le Port de Lomé met en avant le passage de Ponio, frontière Togo-Burkina

L'effondrement du pont de Malanville, au Nord du Bénin, sur la route reliant le port de Cotonou à Niamey, a donné l'opportunité au Togo de développer le corridor Lomé-Ouaga-Niamey pour offrir au Niger une alternative au transport de ses marchandises. Un tronçon que les autorités togolaises présentent comme une autre option au corridor Cotonou-Niamey. En mission au Niger il y a quelques jours, une délégation togolaise composée de cadres du ministère des Transports, de la Douane et du Port de Lomé... a présenté aux acteurs du secteur des transports nigériens, ainsi qu'au ministre des Transports, toutes les facilités offertes par ce tronçon. Parmi celles-ci, précisent des médias nigériens, il y a, prioritairement, la distance. «En effet, les autorités portuaires sont arrivées à ramener la distance de ce corridor, longue de 1 200 Km, à l'équivalent de celle du corridor Cotonou-Niamey, en passant par Ponio, à la frontière du Togo et du Burkina», soutient le cabinet du ministère des Transports.



Et ce n'est pas tout. Il y a également «des facilités accordées aux Nigériens au Port de Lomé et celle de l'annulation des pratiques anormales tout le long du corridor et la sécurisation de la route. Ces résultats ont été obtenus grâce à la fructueuse collaboration entre notre pays, le Togo et le Burkina Faso. C'est donc la fin des tracasseries routières sur ce tronçon qui est désormais sûr pour les transporteurs en direction de notre pays», estime le cabinet du ministère des Transports.

Par ailleurs, «un seul carnet trié est nécessaire pour tout le parcours de Lomé à Niamey. Le poste de Ponio est déjà opérationnel. Les

autorités du Burkina Faso ont donné leur accord de principe pour ce projet régional de facilitation du trafic sur ce corridor. Une mission conjointe se rendra incessamment à Ouagadougou pour signer un mémorandum d'interconnexion douanière entre nos trois Etats», affirme-t-on au ministère nigérien des Transports.

Une bonne nouvelle pour les importateurs et les transporteurs qui avaient déjà demandé au Niger de diversifier ses partenaires portuaires, suite à l'effondrement du pont de Malanville, et qui avait eu un impact considérable sur l'économie nigérienne, soulignent la presse nigérienne.

FOOTBALL/CAN TOTAL 2019

Tom Saintfiet : "prendre 4 points contre le Togo"

Passé par le Togo entre mars 2015 et avril 2016, Tom Saintfiet a vu son aventure à la tête des Eperviers s'arrêter brusquement. Après avoir fait le tour de la planète (Bangladesh, Trinité-Tobago, Malte), le technicien belge est de retour sur le continent avec la Gambie et, ironie du sort, va affronter le Togo à deux reprises, ce vendredi à Lomé et mardi à Banjul. Son objectif, c'est de prendre 4 points dans les deux confrontations. Il l'a dit à Africatopsports.com. Extraits.

Hervé A.

TOM SAIT QUE LA GAMBIE EST TOMBE DANS UN GROUPE DIFFICILE.

"Les deux matchs contre le Togo sont très spéciaux pour nous. Nous sommes dans un groupe difficile avec l'Algérie qui est favorite, le Togo mondialiste et qui a déjà fait plusieurs CAN, le Bénin aussi qui connaît et la Gambie qui n'a jamais participé à la compétition. C'est très difficile pour nous. J'ai signé mon contrat après le premier match et on vient de faire notre premier match ensemble avec le match nul contre l'Algérie. Notre ambition est d'être compétitifs à chaque match? On va essayer de se qualifier mais on sait que ce sera difficile contre ces bonnes équipes du groupe. Personnellement, c'est spécial de jouer le Togo. J'aime ce pays, j'ai beaucoup

d'amis là-bas dans le staff, à la fédération et même dans l'équipe. Je suis un peu togolais, j'ai aimé vivre là-bas, tout comme ma famille."

IL TRAVAILLE POUR TIRER LE MEILLEUR DE SES JOUEURS

"J'imagine que le groupe a progressé avec lui. Le Togo a fait beaucoup de matchs amicaux. Pour l'instant, en match officiels, les chiffres sont là. Moi je suis concentré sur mon équipe, j'essaie de la faire progresser aussi. Les informations que j'aie sur les Eperviers, j'y travaille pour leur poser des problèmes lors des prochains matchs."

LA DERNIERE VICTOIRE DE LA GAMBIE A L'EXTERIEUR REMONTE EN 1983



"On essaye d'être compétitifs à chaque match. Comme entraîneur, je veux qualifier la Gambie pour sa première phase finale de CAN. La dernière victoire du pays à l'extérieur remonte à 1983. Ce sera difficile pour nous mais on travaille beaucoup. Si on peut prendre 4 points contre le Togo, ce serait super pour nous. L'ambition c'est d'être 2^e du groupe mais on sait que ce sera compliqué."

La Sierra Leone forfait contre le Ghana

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé que les deux matchs de la Sierra Leone contre le Ghana dans les éliminatoires de la CAN 2019 viennent d'être annulés en raison de la suspension FIFA qui frappe la Sierra Leone. Une disqualification des Leone Stars n'est pas à exclure.

Suspendue par la FIFA vendredi dernier pour ingérence gouvernementale, la Fédération de la Sierra Leone (SLFA) n'est pas parvenue à faire lever cette sanction dans les temps. Par conséquent, ce mercredi, la Confédération africaine de football (CAF) a entériné le forfait des Leone Stars pour les deux matchs qui étaient programmés jeudi et lundi prochain contre le Ghana dans les éliminatoires de la CAN 2019.

"Les matchs de qualification Ghana vs Sierra Leone et Sierra Leone vs Ghana ont été annulés en raison du fait que la SLFA ne remplissait pas les conditions stipulées dans la lettre envoyée par la CAF sur la décision de suspension de la FIFA la Fédération", a indiqué l'instance panafricaine sur Twitter.

Pour l'heure, la CAF n'a pas précisé si ce forfait entraîne la disqualification complète de la Sierra Leone dans ces éliminatoires ni si le Ghana récupère six points sur tapis vert. Pour rappel, après 2 journées, toutes les équipes de la poule comptent 3 points : Ghana, Kenya, Sierra Leone et Ethiopie. Les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale.

Timothy Weah ronge son frein

Belle surprise de la préparation estivale du Paris SG, Timothy Weah ne joue plus avec l'équipe première depuis le mois d'août. Une situation frustrante sur laquelle s'est penché Le Parisien.

"Il reste encore du temps, je n'ai que 18 ans. Mais qui sait? En janvier, quand le mercato ouvrira ses portes, nous verrons bien ce qu'il se passera". Il y a un mois, au sortir d'un match amical face au Brésil avec les États-Unis (2-0), Timothy Weah évoquait en ces termes son avenir au Paris SG. Selon Le Parisien, la donne n'a pas spécialement changé. L'attaquant aux 5 sélections (1 but), sous contrat jusqu'en juin 2020, se montrera attentif aux opportunités en janvier.

Une nouvelle fois convoqué avec sa sélection pour jouer la Colombie, le jeune homme est bien à Paris. Seulement, son temps de jeu a fondu comme neige au soleil. Titulaire lors de la préparation estivale et même pour le Trophée des Champions face à l'AS Monaco (4-0), le fils de Mister George, que Lassana Diarra a pris sous son aile, n'est même plus convoqué dans le groupe de Thomas Tuchel (il a joué ses 3 derniers matches avec la réserve, pour 2 buts).

"Bien sûr, il est déçu de ne pas jouer plus, mais il évacue cette frustration sur le terrain. Il a très bien compris la situation et il ne faut pas oublier qu'il est le plus jeune joueur de l'effectif. (...) Cavani, Neymar et Mbappé lui glissent des conseils. (...) Jouer à Paris, c'est comme faire de longues études. Il faut être patient, mais quand on décroche le diplôme, on est très heureux", explique-t-on dans son entourage au journal.

Kevin Strootman s'inquiète

Kevin Strootman (28 ans), recruté pour 25 M€ à l'AS Roma, est arrivé à l'Olympique de Marseille précédé d'une flatteuse réputation. Pour l'heure, le milieu de terrain a alterné le bon (contre l'AS Monaco et Caen) et le très moyen (face à l'Olympique Lyonnais). Une phase d'intégration plus ou moins logique, même si la patience est rarement de mise du côté de l'Orange Vélodrome. Aux Pays-Bas, sa cote a semble-t-il baissé.

Remplaçant non utilisé contre l'équipe de France lors du dernier match des hommes de Ronald Koeman, l'ancien du Feyenoord Rotterdam pourrait bien faire les frais de la nouvelle vague orange, incarnée par son concurrent direct Frenkie de Jong (21 ans), annoncé au FC Barcelone ou encore au Paris SG. Aligné contre la France, le pensionnaire de l'Ajax Amsterdam a "impressionné" les Bleus de l'OM selon les dires de Strootman.

La jeune pousse pourrait lui prendre sa place. Alors, interrogé par ANP, agence de presse néerlandaise, il a affiché sa détermination. "Être sur le banc, ce n'est pas ce que je veux. Mais il est bon pour l'équipe nationale néerlandaise que de nouveaux talents se développent et, finalement, c'est bon pour moi aussi, car vous vous améliorerez grâce à la concurrence", a-t-il d'abord confié.

Conscient de partir avec du retard sur cette nouvelle génération, le chouchou de Rudi Garcia compte tout de même faire de la résistance. "La seule chose que je peux faire est de rendre la tâche aussi difficile que possible pour l'entraîneur. Je dois juste m'assurer que l'entraîneur ne pourra pas me contourner", a-t-il ajouté. Une sacrée source de motivation. Une bonne nouvelle pour l'OM aussi. À condition de réussir bien sûr.

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE

Le Sénégal organisera l'édition de 2022

Les membres du CIO, réunis lors de leur 133^e session, ont validé la résolution de la commission exécutive, début septembre, recommandant la candidature du Sénégal face à trois autres postulants : la Tunisie, le Botswana et le Nigeria. Alors que la troisième édition des JOJ s'est ouverte samedi à Buenos Aires, la quatrième se tiendra entre mai et juin 2022 et autour de trois sites : Dakar, la nouvelle ville de Diamniadio et l'agglomération côtière de Saly.

Le président du Sénégal, Macky Sall, a évoqué un moment "historique pour le CIO, l'Afrique et le Sénégal". Le chef de l'Etat a exprimé "au nom de tout le peuple africain notre gratitude pour ce choix certes difficile, mais ambitieux, qui correspond aux idéaux de l'olympisme", promettant que le Sénégal ferait "ce qu'il faut pour que l'Afrique vous

reçoive dans des conditions exceptionnelles, conformes aux standards internationaux". Il a annoncé que les JOJ disposeraient d'un nouveau stade de 50 000 places, dont la construction a déjà débuté, "en plus de la rénovation du stade Senghor" de Dakar.

Le budget des JOJ 2022 "est estimé pour le moment à 150 millions de dollars (environ 130 millions d'euros)", a précisé Christophe Dubi, directeur des Jeux au CIO. Le financement sera assuré en grande partie par une contribution du gouvernement, mais aussi par des partenaires privés. Le CIO apporte de son côté une contribution sous forme de services et de prestations et "prend en charge tous les transports et l'hébergement" des délégations, a ajouté M. Dubi.

Par la voix de Mamadou Ndiaye, président du Comité olym-



pique sénégalais et membre du CIO, le Sénégal avait confirmé sa candidature dès février, en marge d'une session à la veille des JO d'hiver de Pyeongyang. Lors de cette session, le CIO avait voté une motion indiquant sa volonté de confier les JOJ 2022 pour la première fois à un pays africain. Les précédentes éditions des JOJ avaient eu lieu à Singapour en 2010 et à Nianjing (Chine) en 2014.

Si Le Cap (Afrique du Sud) a été candidat pour les JO 2004, aucun pays africain n'a encore organisé de Jeux olympiques ni de JOJ. Seule l'Afrique du Sud a accueilli une grande compétition internationale avec la Coupe du monde de football en 2010. Le Maroc a été battu récemment par le trio Etats-Unis - Canada - Mexique pour l'obtention du Mondial de football 2026.

Affaire de viol de Cristiano

Le Real Madrid se défend

Le Real Madrid, ancien club de Cristiano Ronaldo, a publié jeudi un communiqué inhabituel pour prendre ses distances avec l'affaire des accusations de viol contre l'attaquant portugais, assurant n'avoir "connaissance d'aucun fait" dans ce dossier.

Dans ce communiqué, le Real annonce porter plainte contre le quotidien portugais 'Correio da Manhã' après un article publié mercredi: le journal écrivait qu'une des lignes de défense du footballeur pourrait consister à alléguer des pressions du club madrilène, qui venait de recruter Ronaldo, pour justifier l'accord de confidentialité

passé avec l'accusatrice.

"Le Real Madrid communique qu'il a entrepris des actions légales contre le quotidien portugais Correio da Manhã pour la publication d'une information entièrement fautive et qui atteint gravement l'image de notre club", fait valoir le Real, exigeant une "rectification totale".

Le club ajoute n'avoir "connaissance d'aucun fait qui se réfère à ce que dit ce journal" et assure n'avoir par conséquent pu exercer la moindre intervention sur un sujet que la direction du Real "ne connaît absolument pas".

Invité à réagir au micro de la radio



portugaise 'TSF', Carlos Rodrigues, directeur du Correio da Manhã, a affirmé que son journal avait la "conscience tranquille" et maintenait tout ce qu'il avait publié.

"Nous avons fait notre travail", a-t-il dit. "Nous attendons les actions

qui seront engagées par le Real Madrid. Nous défendons notre travail. L'information a été correctement vérifiée. Nous sommes absolument certains de la qualité de l'information publiée."

Conséquence de l'avancée fulgurante de la téléphonie mobile Les abonnés à la téléphonie fixe passent de 64.493 en 2013 à 36.111 en 2017

Jean AFOLABI

Le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe est en baisse tandis que celui de la téléphonie mobile est en pleine ascendance. Le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe, sur toute la période de la SCAPE, a connu une baisse globale (64.493 en 2013, 53.311 en 2014, 52.689 en 2015, 33.809 en 2016 et 36.111 en 2017, qui peut s'expliquer par l'avancée fulgurante de la téléphonie mobile. Quant au nombre d'abonnés à la téléphonie mobile, la réalisation dépasse la prévision de la période. Cet indicateur affirme une évolution régulière satisfaisante. Il est passé de 3.713.908 en 2013 à 4.657.321 en 2015, puis à 5.505.424 en 2016 et enfin à 6.219.981 en 2017. Il convient de préciser que le segment mobile a connu une croissance annuelle régulière depuis 2011.

Le secteur des communications électroniques a généralement maintenu sa croissance sur la période 2013-2017. Le taux de pénétration de la téléphonie fixe et mobile est passé de 61,3% en 2013 à 70,7% en 2015, à 77,6% en 2016 et à 85,5% en 2017, soit une augmentation de 9% entre 2013 et 2015, suivi d'une croissance annuelle plus forte de près de 8% entre 2015 et 2017. Pour ce qui concerne le taux de pénétration du haut débit internet, une belle performance est à saluer même si les efforts continuent d'être faits. Un fort progrès a été réalisé entre 2016 et 2017 avec un taux de pénétration internet et haut débit qui est passé de 20,8% à 28,3% en 2017 alors qu'il était de 3,8% en 2011.

Les services data offerts par les opérateurs mobiles sont souscrits par 141 382 personnes en 2011. Trois ans plus tard, ils connaissent

une croissance annuelle moyenne de 56,6% avec en 2015, 836.676 abonnés data et en 2017, 2.605.249 abonnés avec un taux de pénétration data mobile de 35,6%. De façon générale, la réalisation de tous les indicateurs de performances retenus dans la SCAPE va au-delà des prévisions, à l'exception du nombre d'abonnés à la téléphonie fixe.

Le forfait mensuel d'internet a connu une très forte baisse. De même que les tarifs de l'internet fixe. *«Malgré toutes les améliorations des tarifs ces dernières années, le coût du service de téléphonie fixe et mobile ainsi que de l'Internet reste toujours élevé pour le Togo- lais moyen, en comparaison aux coûts pratiqués par les pays voisins. La qualité du service de téléphonie mobile et de l'internet n'est pas encore satisfaisante»*, mentionne le rapport bilan 2017 de la SCAPE.

Sécurité et sûreté maritimes et protection de l'environnement marin, en 2017 82 pirogues immatriculées, 147 inspections effectuées sur des navires



En matière de développement du réseau maritime, la SCAPE 2013-2017 a retenu de dynamiser le transport maritime en mettant l'accent sur le développement des infrastructures portuaires, fleuron de l'économie nationale. Ainsi, entre 2013 et 2017, d'importants investissements ont été réalisés et des mesures significatives ont été prises au Port autonome de Lomé. Grâce aux investissements réalisés pour la construction du 3^{ème} quai et la mise en service du terminal à conteneurs, il a été enregistré une très forte croissance de l'activité portuaire ces dernières années. Le volume annuel de conteneurs manutentionnés (indicateur retenu pour suivre les performances du programme) est passé de 311.470 TEU (Twenty feet Equivalent Unit, en français Equivalent vingt pieds) en 2013 à 821.639 en 2016 et à 1.193.841 en 2017. Cependant, ce volume a connu une évolution en dents de scie sur la période de la SCAPE avec un pic en 2015 suite à la mise en service du quai et de la darse, confirmant le rôle de hub dans la sous-région.

En 2016, le Port autonome de Lomé avait enregistré une baisse d'activités suite à certaines réformes portuaires et relatives à la limitation de la charge à l'essieu des gros porteurs ; ce qui a poussé un grand nombre d'opérateurs vers les autres ports de la sous-région mais une forte reprise a été notée en 2017, faisant suite à un travail approfondi de marketing à l'endroit des opérateurs des pays de l'hinterland. Cependant, vers la fin de l'année 2017, des troubles sociopolitiques ont légèrement impacté cette dynamique. L'augmentation significative du volume de conteneurs manutentionnés au Port autonome de Lomé, ces der-

nières années, s'explique par la modernisation des infrastructures portuaires et l'acquisition de nouveaux équipements de manutention ainsi que par l'amélioration de la qualité de service, le marketing, une bonne politique commerciale et les efforts consentis en matière de sécurité maritime. Dans le sous-secteur, trois grands projets ont marqué les réalisations en 2017. Il s'agit de la poursuite des travaux de réhabilitation de la voirie intérieure du port ; la délocalisation du port de pêche pour lequel dont les travaux de construction sont en cours ; la concession de l'activité de remorquage et l'adoption du système de management intégré (qualité, sécurité et environnement).

De même, en 2017, au titre de la sécurité et de la sûreté maritimes ainsi que de la protection de l'environnement marin, 82 pirogues ont été immatriculées. S'agissant des contrôles, 48 inspections par l'Etat du pavillon et 99 inspections par l'Etat du Port sur des navires au Port de Lomé ont été effectuées afin de s'assurer de la bonne gestion de leur équipage. De plus, des exercices de simulation ont été organisés sur la gestion des crises maritimes et l'évaluation des niveaux de sûreté des installations portuaires conformément au Code International pour la Sûreté des Navires et des Installations Portuai-

res (Code ISPS).

En outre, le gouvernement togolais a procédé à la création de l'Organisme national chargé de l'action de l'Etat en Mer (ONAEM) pour accorder une attention particulière à la sécurité et la sûreté de ses eaux. Cet office comporte trois organes : le haut conseil pour la mer, les services du conseiller pour la mer, et la Préfecture maritime. L'ONAEM a pour mission de renforcer l'action des administrations publiques et de coordonner les efforts intersectoriels dans le but de préserver les intérêts maritimes togolais notamment la sécurité maritime et le sauvetage en mer, la sûreté maritime et portuaire, la lutte contre la piraterie et les trafics illicites (par exemple des stupéfiants), la lutte contre les rejets illicites en mer, la protection du milieu marin, la lutte contre l'immigration illégale et la traite par voie maritime, et la surveillance et le contrôle de l'exploitation des ressources halieutiques.

Enfin, s'agissant du transport de personnes et de la navigation de plaisance, le projet de construction d'une gare maritime et d'infrastructures connexes est en étude dans le secteur. Et en ce qui concerne le transport fluvio-lacustre, aucune action significative n'a encore été entreprise à l'heure du dernier bilan annuel de mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE).

Avec une stratégie d'endettement et une viabilité à long terme

Le Trésor du Togo entame le dernier trimestre avec 25 milliards recherchés ce vendredi, sur 130 milliards prévus

A peine le dernier trimestre entamé que le Trésor public du Togo annonce une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT) pour le vendredi 12 octobre d'une valeur de 25 milliards sur une période de 12 mois. L'échéance est alors fixée au 13 octobre 2019. La valeur nominale unitaire est fixée à 1 000 000 FCFA et le taux d'intérêt multiple, selon un avis d'appel d'offres de l'agence UMOA-Titres qui aide le Trésor public à l'opérationnalisation de cette émission. En précisant que *«les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons»*.

Suivant le calendrier des opérations du dernier trimestre de l'année publié le mardi 09 octobre par l'Agence UMOA-Titres, le Trésor public du Togo envisage de visiter le marché financier de l'Union à cinq (5) reprises, en vue de mobiliser un montant de 130 milliards. Il s'agira : des Bons assimilables de Trésor (BAT) de 25 milliards de ce vendredi 12 octobre ; des Obligations assimilables de Trésor (OAT) de 50 milliards le 26 octobre prochain ; des OAT de 20 milliards le 09 novembre ; des BAT de 20 milliards le 23 novembre ; et de nouveau des BAT de 15 cette fois le 07 décembre 2018. Tout comme le trimestre précédent, il visait des ressources à hauteur de 130 milliards. Mais s'en est finale-

ment sorti avec 101 milliards.

De manière générale, par rapport aux huit (08) pays qui composent l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, il en ressort de ce dernier calendrier des émissions que le volume global prévisionnel, attendu pour le quatrième trimestre de l'année en cours, s'élève à 730 milliards de FCFA.

La stratégie d'endettement adoptée par l'Etat togolais pour la période 2015-2019 a pour objectif d'atténuer les risques de refinancement et de stabiliser, voire de réduire les coûts de l'emprunt tout en mobilisant les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. La stratégie d'endettement est également en ligne avec l'objectif d'assurer la viabilité de la dette à long terme, affirme l'agence UMOA-Titres. Qui précise dans une note d'information que : *«Cette stratégie se décline à travers : la stabilisation de la structure du portefeuille actuel de la dette intérieure, voire l'éventuel allongement des maturités qui devrait permettre d'atténuer le poids du service de la dette sur la trésorerie ; le maintien de la prédominance des ressources extérieures concessionnelles et le recours, au besoin, à des ressources semi-concessionnelles pour des projets spécifiques»*.

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

Pour les besoins liés à la diffusion des données sur le commerce du café L'OIC à la recherche de statisticien dans les pays membres

La Section des statistiques de l'Organisation internationale du café (OIC), dont le Togo est membre, englobe plusieurs domaines spécifiques liés à la collecte, au contrôle de la qualité, au traitement et à la diffusion des données sur le commerce (à savoir les exportations, les importations, les réexportations, les données des non membres et les certificats d'origine), des données sur l'offre, les stocks, les torréfactions, les prix (prix indicatifs, les prix à terme, les prix aux producteurs, les prix de détail/de gros) et le calcul des voix

Il se fait que le poste de statisticien est actuellement vacant à l'OIC, qui envisage de le pourvoir très prochainement. En raison du

volume de candidatures attendues, seuls les candidats sélectionnés seront pris en comptes au terme du bouclage des dossiers le vendredi 19 octobre prochain. Les interviews sont alors programmées entre le 29 octobre et le 2 novembre 2018.

Le titulaire du poste, sous la supervision directe du Chef de la Section des statistiques et sous l'autorité du Chef des opérations, contribue à : la mise en œuvre du programme annuel de travail de l'OIC dans le domaine des statistiques afin d'atteindre l'un des buts stratégiques de l'OIC ; fournir des données de classe mondiale afin de mettre à disposition de l'industrie et des décideurs politiques des

analyses, des informations et des indicateurs précis et actualisés.

Plus précisément, le statisticien est responsable des tâches : de collecte, traitement et diffusion des données statistiques, y compris, mais sans s'y limiter, préparation des rapports écrits et oraux destinés aux organes de l'OIC, au Secrétariat et aux autres parties intéressées et parties prenantes clés : enregistrer, préparer, télécharger et/ou saisir les données statistiques reçues des pays membres et non membres et d'autres sources dans des bases de données dédiées, en veillant à la cohérence et à l'exactitude des données au moyen de contrôles et d'examen appropriés ; rechercher et collec-

ter, analyser et traiter de manière proactive les données statistiques provenant d'autres sources lorsque les données n'ont pas été fournies ; aider à préparer les tableaux des prix indicatifs quotidiens, les rapports mensuels sur les prix, les statistiques commerciales mensuelles et les tableaux et documents justificatifs ; les bulletins statistiques trimestriels, les statistiques commerciales annuelles et autres documents statistiques spécifiques ; veiller à l'exactitude des résultats et des données publiées ; etc.

Le siège de l'OIC est basé à Londres, dans la capitale britannique.

Plateforme « jeudi j'ose »

4000 entrepreneurs formés en trois ans

Etonam Sossou

Octobre 2015-octobre 2018, la plateforme de formation des jeunes entrepreneurs souffle sa troisième bougie. Une festivité qui a été marquée à Lomé ce 11 octobre en présence de la Ministre en charge de la jeunesse Victoire Tomégah-Dogbé, des conseillers à la Présidence ainsi que des partenaires tels que Total et le groupe Bolloré.

Outre la communication axée sur les cinq réflexes d'un entrepreneur gagnant, la cérémonie a connu la remise de chèques de subvention aux lauréats du concours « Programme de Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes (PPEJ) 2018 » et de la compétition du « Forum International Jeunesse et Emploi Verts (FIJEV) », initiés par la CONFJES (Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie).

« Jeudi j'ose », est une plateforme d'échanges mensuelle initiée à l'endroit des jeunes, chaque deuxième jeudi du mois qui a au bout de trois ans touché 4000 jeunes entrepreneurs. « Ce programme peut former plus de jeunes d'ici l'année prochaine, pourquoi pas 10000 » a souhaité la Ministre en charge de la jeunesse

Aussi, trois jeunes participants fidèles et réguliers aux différentes séances de « Jeudi J'ose », dont les



thématiques abordées leur ont permis d'avancer dans le parcours entrepreneurial, et à jour dans le remboursement de leur crédit, ont-ils bénéficié chacun d'un « trophée de fidélité » et d'une subvention de 500 000 FCFA pour renforcer l'exploitation des activités de leurs entreprises respectives.

Par ailleurs, huit (8) lauréats du PPEJ 2018 et un (1) lauréat du FIJEV 2018 recevront leurs subventions, d'un montant global de 17 974 004 FCFA pour le démarrage de leurs activités. Neuf (09) autres lauréats du PPEJ 2017 bénéficieront également de leur prix d'incitation à hauteur de 3 678 000 FCFA pour la consolidation de leurs activités. Une mini-foire d'exposition des produits des jeunes entrepreneurs et des partages d'expériences meubleront également cette célébration.

Cette initiative du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) en collaboration avec le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeu-

nesse et de l'Emploi des jeunes entre dans le cadre de la mission d'accompagnement des jeunes. Elle a pour objectif d'informer des jeunes entrepreneurs, des chefs d'entreprises sur les stratégies et outils de communications et les amener à comprendre la nécessité de communiquer dans toute entreprise.

Le FAIEJ a pour mission, l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers la promotion de l'entreprenariat et la facilitation d'accès au financement de leurs projets d'entreprises.

Le PPEJ s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 30 ans, scolarisés, déscolarisés ou non scolarisés, diplômés ou non diplômés, ressortissants de l'un des pays membres de la CONFJES et ayant suivi préalablement une formation en création d'entreprise et en l'entreprenariat. Il a pour but de promouvoir l'esprit d'entreprise et la participation des jeunes au développement de la nation.

Société/Pour les femmes

Les temps changent, les mœurs aussi

L'indépendance des femmes s'explique par les mutations socio-économiques actuelles, mais continue néanmoins à heurter les mentalités. D'un côté, l'éducation et l'accès à l'emploi ont donné à la femme un nouveau statut social. Les togolaises ont de moins en moins à servir leurs frères ou à attendre le retour d'un mari le soir. Elles contribuent au budget familial. Mais de l'autre côté, malgré ces avancées, la société a tracé des lignes rouges qu'elles ne doivent pas franchir. Nombreux sont ceux qui estiment que vivre seule pour une fille est une « désobéissance » voire un « une honte ».

Elles sont douanières, hôtesses d'accueil, médecins, enseignantes ou commerçantes. Elles habitent dans des maisons miteuses ou des appartements de quartiers résidentiels. Leur point commun : ces femmes vivent seules, à rebours des mentalités ambiantes. Sandrine, 27 ans, vit seule depuis trois ans. Grâce à sa détermination, elle l'a fait admettre à ses parents et à son entourage. Hôtesse d'accueil dans un hôtel, son ton est ferme : « De par ma nature, je suis autonome. Après le déménagement de ma famille, je ne voulais pas abandonner mon travail à Lomé. J'ai essayé d'habiter chez des proches, mais il y a eu incompatibilité profonde. Alors, j'ai décidé de me prendre en charge. »

Mère d'un enfant, Nafissa est divorcée. Ses parents ont refusé qu'elle reste à la maison. « Une femme divorcée est une bombe

dont il faut se débarrasser au plus vite. La femme n'a pas le droit à l'erreur. Elle n'a pas droit à une deuxième chance. Mon père ne voulait pas de moi à la maison parce qu'il me considère comme une potentielle source de déshonneur », confie-t-elle. Nafissa a alors trouvé un emploi de serveuse dans un restaurant, qui lui assure des revenus réguliers et son indépendance. Elle partage depuis maintenant plus de deux ans une chambre avec Nadine, couturière.

Sandrine, Nafissa et Nadine... ont en commun d'habiter seules, hors du cadre familial ou matrimonial. Ces femmes restent minoritaires au Togo, même si elles sont de plus en plus nombreuses, malgré les réticences de la société. Faute de statistiques, leur nombre est toutefois impossible à chiffrer. Chacune d'elles a sa propre histoire, souvent très ordinaire.

« J'ai horreur qu'on m'impose un style de vie. Mon émancipation, je l'ai arrachée. Louer un appartement, pour celles dont le budget le permet, ne signifie pas que nous sommes de mœurs légères. Je suis assez mature pour distinguer le bien du mal. Je n'ai pas besoin d'une tutelle », souligne Sandrine. « Nous sommes originaires de Dapaong, explique Nadine. Nous n'avons pas coupé définitivement le cordon ombilical avec nos familles, mais nos visites se font de plus en plus rares. Les mentalités sont rigides. Elles ne peuvent pas ou ne veulent pas admettre qu'une femme peut vivre seule et se prendre en charge. À leurs yeux, une femme doit toujours dépendre d'un homme. Mais les temps

changent et les mœurs aussi. J'aime cette vie. »

Le prix à payer pour cette vie indépendante pèse lourd sur ces femmes, mais ne les décourage pas. Elles payent un loyer de 30.000 Fcfa par mois pour deux chambres. « Je perçois un salaire de 80 000 Fcfa par mois. Toutes mes économies vont au loyer, car le propriétaire demande une avance de six mois minimum », explique Wonder, 30 ans, fonctionnaire venue de la région des plateaux. Nadine et Nafissa se débrouillent, elles aussi, tant bien que mal pour joindre les deux bouts. Même si le propriétaire ne les bouscule pas pour le règlement du loyer (20000 Fcfa), elles préfèrent ne pas s'endetter.

« La société togolaise n'a pas évolué assez pour accepter que des filles ou des femmes vivent seules. Je suis convaincue que je ne fais rien de mal, mais à chaque fois que je sors, j'ai cette peur d'être agressée », confie Vasthy. Un jour, raconte-t-elle, un voisin m'a traitée de tous les noms parce que j'avais osé garer ma voiture à une place qu'il estimait lui revenir. C'était un message codé. Une façon de dire : « Si vous avez choisi de vivre seule, alors assumez-en les conséquences ».

La tradition nous blâme et nous juge, ajoutent Nadine et Nafissa. « Vivre loin de sa famille ne veut pas dire automatiquement que nous sommes à la portée du premier venu. C'est un choix, et les autres doivent le respecter ». Mais il n'est pas facile de bouleverser un ordre établi.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1444 DE LOTO BENZ DU 19 Septembre 2018

Ce 26 Septembre 2018, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le N°1445.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ, la LONATO a enregistré dans toutes les villes du pays uniquement des gagnants de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000 F CFA

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000 F CFA .

Au tirage, un gros lot de 2.000.000 F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000 F CFA à 100.000 F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants.)

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1447 de LOTO BENZ du 10 Octobre 2018

Numéro de base

90 65 68 13 21

Journées Portes Ouvertes de la BRVM à Lomé

Inciter les entreprises du Togo à faire le choix de la bourse

(suite de la page 3)

vraient avoir sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Il faut souligner que l'année dernière, la BRVM avait ouvert une fenêtre aux petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent environ 80% du tissu économique de l'Uemoa générant 25% des emplois. Il est apparu nécessaire à l'institution boursière de leur offrir cette opportunité de financement des investissements à long terme en vue d'accélérer leur croissance. Le directeur de la BRVM, Kossi Aménounvè avait souhaité que « ce Troisième Compartiment soit l'un des leviers de la transformation économique de notre sous-région en faisant émerger les champions nationaux et régionaux que nous appelons de tous nos vœux pour une croissance durable et mieux partagée dans

l'UEMOA ».

Il est donc exigé de ces PME d'être constituées sous forme de société anonyme, avoir des Etats financiers certifiés des deux exercices précédentes, la demande d'admission et un capital social de 100 millions de FCFA au moins, un plan d'affaires sur une période de 3 ans.

Pendant ces deux jours de rencontre dans la capitale togolaise, l'innovation et le développement des marchés financiers serviront de soubassement aux discussions des participants au regard de la fulgurante évolution des technologies de tous ordres. « C'est pour mettre en avant les opportunités que le marché financier peut tirer à travers le développement de tout ce qui est digital », a dit Bertrand Bodet. A l'agenda de l'activité à Lomé, Il est prévu des conféren-

ces débat de haut niveau, des discussions B to B.

Il s'agit aussi pour la BRVM (6è place de bourse en Afrique), à travers ces JPO, d'améliorer sa visibilité et celle des acteurs du Marché financier; de contribuer à la vulgarisation de la culture et des pratiques boursières au sein des populations de l'Union et promouvoir les produits et services financiers innovants.

Outre ces roadshows en Afrique de l'Ouest, la BRVM avait initié des rencontres similaires sur quelques grandes places boursières du monde, notamment en Afrique du sud, à Londres et à Shanghai. Les premiers responsables n'ont pas hésité à présenter le potentiel des 8 pays de l'UEMOA aux investisseurs, un marché de plus de 100 millions d'habitants et dont la croissance est projetée à 6,6% d'ici 2021.

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

NOUVEAU RECENSEMENT ELECTORAL



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



**Jeune
de 18 ans
ta voix compte**



**Va chercher
ta carte
d'électeur**

#ElectionsTg2018

Togolais, viens, bâtissons la cité !